



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2900
1er mars 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Pas un homme, pas un sou pour les guerres de Macron et Biden!



Agriculture

Le Salon des fausses promesses

Page 4

Gaza

Un massacre et une impasse

Page 8

Ukraine-Russie

Deux ans d'un conflit fratricide

Page 9

Leur société

- Macron et l'envoi de troupes : pas un homme, pas un sou pour leur guerre! 3
- Éducation nationale : budget en baisse 3
- Salon de l'agriculture : show politique et colère légitime 4
- Coopératives contre agriculteurs 4
- Saisonniers : comment mieux les exploiter 4
- Assurance-chômage : démolition accélérée 5
- Aides aux entreprises : la ligne rouge... des profits 5
- CPF : braquage en cours 5
- Darmanin : sur le terrain de Le Pen et Zemmour 6
- Qui aura la médaille d'or de la police? 6
- Propagande réactionnaire : Cnews toujours en pointe 6
- Mayotte : les travailleurs subissent le chaos 7
- Dérives à gauche 7
- Enseignants : la grève en Seine-Saint-Denis 11
- Lactalis : la famille Besnier fait son beurre 11
- À propos de l'Affiche rouge : le PCF, de Lénine à Macron 16
- Inspe - Lille : l'école au garde-à-vous? 16

Dans le monde

- Gaza : l'impasse mortelle créée par l'impérialisme 8
- Migrants : la politique criminelle de l'Europe 8
- Ukraine-Russie : deux ans de guerre fratricide 9
- Bourse : une flambée de folie 9

Il y a 90 ans

- Février 1934 : face à la menace fasciste, le sursaut ouvrier 10

Dans les entreprises

- Maintenance RATP 12
- Demgy-SPN La Courneuve 12
- Chaussexpo 12
- Fashion Week : luxe et exploitation 12
- Safran - Gennevilliers 13
- Lacoste Solodi - Troyes 13
- Hôpitaux 14
- Psychiatrie CHU Toulouse 14
- Stellantis 14
- Fret ferroviaire : militarisation croissante 15
- SNCF - Paris Austerlitz 15

Agenda

- Les fêtes de Lutte ouvrière 3

Travailleurs des champs comme des villes : renverser la dictature du capital plutôt que de la subir toujours plus

Les sifflets qui ont accueilli Macron et les échauffourées au Salon de l'agriculture ont montré la colère intacte des agriculteurs. Sous la pression des manifestants, Macron a été contraint de faire de nouvelles annonces.

Il a promis une année blanche pour le remboursement des crédits des exploitations en difficulté. Cette mesure, réclamée par les agriculteurs, l'État ne la proposera jamais aux ménages ouvriers surendettés.

Il annonce un prix plancher pour chaque production, basé sur les coûts réels des agriculteurs. Mais les travailleurs au smic savent bien qu'un salaire plancher ne permet pas de sortir de la pauvreté. Garantir un prix minimum était déjà l'objectif de la loi Egalim, votée en 2018, revue en 2021. Sans résultat car, dans la jungle qu'est l'économie capitaliste, les prix résultent des rapports de force, au niveau mondial, entre les groupes de l'agro-alimentaire et ceux de la distribution.

Le groupe Lactalis saigne les producteurs de lait pour que la famille Besnier se maintienne dans le groupe de tête des fortunes françaises. Les petits agriculteurs crèvent pour que Danone, Bigard, Carrefour et autres distribuent des dividendes historiques à leurs actionnaires.

Les agriculteurs, relayés par les politiciens en campagne, dénoncent les importations de l'étranger. Mais les entreprises qui étranglent les petits agriculteurs sont bien françaises. La France exporte plus de produits laitiers ou de vin qu'elle n'importe de fruits et légumes. Le groupe Avril (huile Lesieur, etc.), dirigé par Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, premier syndicat agricole, réalise la moitié de ses affaires à l'étranger.

Les céréaliers ou les volaillers, en France comme en Pologne, dénoncent la concurrence ukrainienne déloyale. Mais, derrière les exportations de poulet ou de blé ukrainiens, il y a d'immenses firmes agricoles dans lesquelles ont investi les financiers occidentaux, y compris les banques françaises BNP et Natixis.

Dans l'agriculture comme dans tous les secteurs, il y a deux camps. D'un côté, il y a ceux qui produisent et vivent de leur travail, les petits exploitants agricoles mais aussi, plus nombreux, les ouvriers agricoles -auxquels on ne donne jamais la parole-, sans parler des salariés des laiteries, des abattoirs ou du transport. De l'autre côté, il y a ceux qui encaissent les profits parce qu'ils possèdent les capitaux.



Le rôle de l'État est toujours de défendre les intérêts des capitalistes les plus puissants, jamais ceux des travailleurs qui s'usent la santé. Macron n'imposera pas plus de contraintes à Lactalis pour qu'il paie les agriculteurs au juste prix qu'il n'a voulu taxer les profits de Total ni lui imposer de plafonner le prix de l'énergie.

Quant à Le Pen et Bardella, ils draguent les agriculteurs en leur parlant de souveraineté nationale. Plusieurs dirigeants de la Coordination rurale s'affichent pour le RN. Mais, si Le Pen arrive au pouvoir, elle se soumettra comme les autres aux exigences des capitalistes et des financiers, oubliant les promesses faites aux agriculteurs comme aux travailleurs qui se laisseraient bernier.

Cette idylle entre le RN et certains agriculteurs doit être un avertissement pour les travailleurs. Dans cette période où l'économie capitaliste s'enfonçe dans la crise, les difficultés des petits agriculteurs, commerçants, artisans ne peuvent que s'aggraver et alimenter leur rage.

Encadrés par des démagogues d'extrême droite, ces petits patrons pourraient s'en prendre aux salariés, qui ne travaillent «que 35 heures»; aux chômeurs, accusés de ne pas venir ramasser leurs pommes; aux habitants des quartiers pauvres, accusés d'être des assistés. S'en prendre aux travailleurs ne sauvera pas les petits patrons de la faillite, mais servira les intérêts des capitalistes.

Pour éviter ce piège, il est vital que nous aussi, travailleurs salariés, nous nous fassions respecter. Nous aussi, nous sommes étranglés par des charges qui ont explosé, l'essence, l'électricité, la nourriture. Nous aussi, nous travaillons dur pour des salaires qui ne nous permettent pas de vivre. Nous aussi, nous sommes indispensables à la marche de la société.

Les responsables de nos difficultés sont les capitalistes qui s'engraissent sur notre travail. C'est leur dictature qu'il faut renverser. Ce combat-là, seule la classe ouvrière peut le mener jusqu'au bout, car elle n'a ni terres ni fonds de commerce à perdre. Elle doit entraîner derrière elle les autres catégories sociales victimes du système, et pas seulement regarder avec sympathie le combat des paysans.

Mettre fin à la dictature du capital sera bénéfique à tous ceux qui sont écrasés par cette loi du plus fort, et cela ouvrira des perspectives à l'humanité.

Nathalie Arthaud

Macron et l'envoi de troupes : pas un homme, pas un sou pour leur guerre !

Macron n'aime rien tant que les sommets internationaux, surtout quand il les organise et qu'il peut y parader. Il a donc saisi l'occasion des deux ans de guerre en Ukraine pour réunir à l'Élysée les chefs d'État et de gouvernement de 27 pays, en se présentant en chef de guerre.

Biden peinant à faire voter au Congrès le déblocage de 50 milliards d'aide militaire à l'Ukraine, Washington pousse l'Union européenne (UE) à augmenter la sienne. D'autant plus que le président ukrainien Zelensky ne se fait pas faute de reprocher à l'UE, ainsi qu'à ses principaux membres, l'Allemagne et la France, d'avoir affaibli la capacité combattante de son armée en ne lui ayant livré que le tiers du million d'obus promis.

« C'était sans doute un engagement imprudent », a concédé Macron, mais cela va changer. Ainsi, il a annoncé une « coalition » européenne pour fournir « missiles et bombes de moyenne et longue portée » à l'Ukraine,

tout en demandant à l'UE un « sursaut » et d'en « faire plus » pour assurer la « défaite » de la Russie.

Et d'affirmer que « nous [les États européens] ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre », que « tout est possible » et même qu'à l'avenir l'envoi de troupes occidentales en Ukraine ne peut être exclu.

Tout en armant le régime ukrainien jusqu'aux dents, les dirigeants nord-américains et européens, français compris, prétendent depuis deux ans ne pas faire la guerre à la Russie... puisqu'ils n'ont pas envoyé officiellement de soldats la combattre, ou, plutôt, ne l'ont pas encore fait. Macron a constaté qu'il n'y avait pas

de consensus pour l'envoi de soldats, et des pays comme la Pologne, la Slovaquie et la Suède, voisins immédiats de l'Ukraine et de la Russie, ont dit qu'il n'en était pas question. Mais Macron n'a rien retiré de ses propos. Au contraire, il a affirmé que « ceux qui disent "Jamais, jamais" aujourd'hui étaient les mêmes qui disaient "Jamais des tanks, jamais des avions, jamais des missiles à longue portée" il y a deux ans » : des armements qui sont, depuis, livrés à l'Ukraine.

À gauche, un Mélenchon a accusé Macron de se livrer à « une escalade verbale belliqueuse », ce qui, venant « d'une puissance nucléaire contre une autre puissance nucléaire majeure, est déjà un acte irresponsable ». Pour le PS, Faure y a vu « une inquiétante légèreté présidentielle » et « une folie ». Malheureusement, ce n'est pas une simple fanfaronnade. Que Macron parle d'envoyer des troupes en Ukraine n'est, de sa part, pas moins inquiétant que quand, il y a quelques mois, il répétait qu'il fallait mettre l'économie en ordre de bataille, se préparer à des affrontements majeurs – entendre : une guerre généralisée. Depuis au moins le début de la guerre en Ukraine, une multitude de hauts gradés français présentent cela comme une éventualité plus que probable. Leurs homologues américains,

allemands, britanniques et autres en font autant. Les États, à commencer par les plus développés, les plus riches, ceux dont la bourgeoisie domine le monde en écrasant les peuples, ont d'ailleurs explosé leurs dépenses d'armement depuis cinq ans et lancé d'agressifs programmes de recrutement pour leurs armées, dans les médias, les écoles, etc.

Récemment, un des plus hauts gradés américains, l'amiral Charles Richard, a aussi déclaré qu'il fallait se préparer à une « grande guerre » avec la Chine et que « la crise en Ukraine n'était qu'un échauffement ».

Qu'ils le disent ouvertement, à mi-mots, ou qu'ils préfèrent le masquer sous des mots doucereux, les dirigeants du monde impérialiste et les hommes politiques de la bourgeoisie se préparent à une nouvelle guerre mondiale et veulent conditionner leurs peuples dans ce sens.

Ce n'est pas là de la « légèreté », c'est très consciemment que les dirigeants civils et militaires veulent préparer les populations à la guerre et à accepter d'y mourir. Il faut refuser cet engrenage où les entraînent un système économique de plus en plus fou et des dirigeants dont la politique est à son image.

Pierre Laffitte



Soldats français en Roumanie près de la frontière ukrainienne.

Éducation nationale : budget en baisse

Dans le cadre de sa politique d'austérité, le gouvernement annonce une baisse du budget de l'Éducation nationale. Un choix politique qui rappelle que l'école publique n'est pas une priorité, dans une société dominée par le capitalisme.

L'objectif du gouvernement est de faire 10 milliards d'économies sur le dos de la population. Pour cela, il réduit les crédits accordés aux différents ministères. À l'Éducation nationale, ce seront 692 millions d'euros de moins. Gabriel Attal avait déclaré « emmener avec lui à Matignon la cause de l'école ». On voit ce qu'il en est.

Ainsi, il va y avoir encore des suppressions de postes. Les conditions d'enseignement vont continuer à se dégrader et les élèves vont en subir les conséquences. Mais cela, le gouvernement s'en moque, derrière ses discours pour la galerie.

Dans un contexte de marche à la guerre, c'est le retour de plus en plus visible à une école à qui on

fixe pour objectif prioritaire d'encadrer la jeunesse, pour qu'elle obéisse aux patrons et qu'elle défende la patrie. En effet, les réformes successives de l'Éducation nationale suppriment des postes, mais l'apprentissage de la soumission au patronat, l'uniforme et l'enseignement de la Marseillaise sont remis à l'honneur.

Ces évolutions font penser aux conditions dans lesquelles l'État a créé l'école publique au 19^e siècle. Au temps de la révolution industrielle, il s'agissait de dispenser une instruction minimum afin que les

ouvriers puissent utiliser les machines. Après les révoltes du 19^e siècle, contre l'exploitation et la misère qui en résultait, il s'agissait de domestiquer la classe ouvrière pour qu'elle obéisse aux lois et respecte la hiérarchie sociale. Et, avec le développement des guerres commerciales internationales au début du 20^e siècle et la marche vers la Première Guerre mondiale, la propagande nationaliste dans les écoles préparait surtout les esprits à « l'union sacrée » de 1914.

Joséphine Sina

Cercle Léon Trotsky

L'Union européenne s'enfonce dans la crise

Pour une Europe des travailleurs !

Samedi 2 mars à 15 heures

Grande salle de la Mutualité

24 rue Saint-Victor, Paris 5^e Métro Maubert-Mutualité

(Participation aux frais : 3 euros)

Fêtes régionales

Maisons-Alfort

Samedi 16 mars à partir de 18 heures

Salle du Moulin-Brûlé 47, avenue Foch

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 18 h 30

Metz

Dimanche 17 mars à partir de 11 heures

CALP, 2A, rue Mgr-Pelt à Metz-Mettis

Débat avec Jean-Pierre Mercier à 15 heures

Beauvais

Dimanche 17 mars à partir de 11 h

Espace Pré-Martinet

Rouen

Samedi 23 mars à partir de 15 heures

Palais des Congrès à Oissel

Débat avec Nathalie Arthaud à 18 heures

Creil

Samedi 23 mars à partir de 16 heures

Salle Georges-Brassens à Villers-Saint-Paul

Argenteuil

Dimanche 24 mars à partir de 11 heures

Salle de l'Atrium, Route de Cormeilles

Débat avec Nathalie Arthaud à 11 h 15

Salon de l'agriculture : show politique et colère légitime

Samedi 24 février, sur fond de mobilisation des agriculteurs, l'ouverture du Salon de l'agriculture et les plans de récupération politique orchestrés par Macron ont été chamboulés.

Cette année, la mobilisation des paysans a rattrapé ce Salon, haut-lieu de la comédie politicienne traditionnelle. Dans les jours précédents, Macron avait bien tenté de jouer ses atouts préférés, dont l'organisation d'un « grand débat ». Ce dernier a dû être annulé en hâte. D'autant que l'Élysée voulait y convier, outre les représentants classiques des patrons de l'agroalimentaire et des syndicats agricoles, le collectif écologiste des Soulèvements de la Terre que le ministère de l'Intérieur avait tenté de dissoudre en 2023 !

Si Macron n'a pas retiré de tout cela le profit politique escompté, les tractations avec les responsables syndicaux ont, elles, continué bon train, le président

prenant le petit-déjeuner avec Arnaud Rousseau de la FNSEA, les représentants de la Coordination rurale et des Jeunes agriculteurs, avant de tenir sa conférence de presse. Il y a annoncé des mesures comme la fixation d'un prix plancher pour chaque production ou une année blanche pour permettre aux agriculteurs de rembourser leurs crédits. Il a ensuite tenté d'en faire la promotion auprès d'une trentaine d'agriculteurs triés sur le volet.

Que serait « l'année blanche », cela reste à voir : il semble qu'au mieux, elle serait blanche en termes de cotisations sociales et de taxes, donc pour mieux permettre aux agriculteurs de verser leur dîme aux banques. Et même dans ce

cas, qu'en sera-t-il de leurs emprunts, des intérêts, et de leurs impôts l'an prochain ?

Quant à la énième annonce de « prix planchers qui permettront de protéger le revenu agricole » d'après Macron, elle soulève bien des interrogations chez les petits paysans. La même mesure a été prise de multiples fois par le gouvernement, en dernière date avec les lois Egalim 2018 puis 2021, mais en vain. La Fédération nationale des producteurs de lait, affiliée à la FNSEA, n'a pas tardé à faire savoir son mécontentement contre un tel « prix plancher » qui ferait stagner, selon elle, la rémunération des producteurs de lait. Elle craint en effet, et on la comprend, qu'un tel « prix plancher » devienne en fait un prix plafond sous la pression des trusts du secteur. Car un capitaliste du secteur comme Besnier, patron du groupe Lactalis, peut refuser d'augmenter le



prix du lait collecté comme il le fait actuellement. Il en tire sa fortune.

Quoi qu'il en soit de ces mises en scène, les petits

paysans étouffés par les banques ne pourront pas compter sur Macron pour les en protéger.

Marlène Stanis

Coopératives contre agriculteurs

Les coopératives ont beau avoir été constituées par les agriculteurs qui en sont les sociétaires, elles participent à l'étranglement de nombre d'entre eux.

Tereos, deuxième sucrier mondial, vient d'annoncer son chiffre d'affaires et ses bénéfices en hausse, mais aussi un prix de la tonne de sucre plus bas que celui qu'espéraient les planteurs. Ceux-ci ont l'impression d'être floués : depuis déjà plusieurs années, ils cherchent à en savoir plus sur la gestion de la coopérative, sans y

parvenir véritablement. Certains en ont été exclus pour avoir osé contester la gestion.

Tereos rassemble 11 200 agriculteurs dans une centaine de filiales dont certaines sont établies dans des paradis fiscaux. On retrouve la même structure dans toutes les grandes coopératives. Sodiaal, qui regroupe 16 000 éleveurs et contrôle

20 % du lait en France, est de celles qui se sont développées à l'échelle internationale. Dans ses comptes opaques, contestés par les sociétaires, les bénéfices disparaissent dans la société Sodiaal International qu'elle a constituée. La même situation se retrouve en Bretagne avec la coopérative Cooperl, spécialiste du porc, qui regroupe 3 000 éleveurs et possède 83 filiales. Elle est connue pour faire pression sur les éleveurs quant aux prix. De même Invivo, qui regroupe 300 000 agriculteurs, a aussi de nombreuses filiales et intervient dans 35 pays. Quant aux petites coopératives, la course à la rentabilité les contraint à se regrouper, par exemple dans le lait pour faire face au groupe Lactalis.

Les coopératives, d'outils des agriculteurs pour se défendre face au marché capitaliste, sont devenues des mastodontes qui échappent complètement à leur contrôle et participent à écraser les plus petits d'entre eux.

Inès Rabah

Saisonniers : comment mieux les exploiter

Le Premier ministre, Attal, a annoncé que le gouvernement allait classer la production agricole dans la catégorie des métiers en tension.

Cette mesure est censée faciliter l'embauche, en particulier de travailleurs non européens, pour le temps des récoltes. Régulièrement des exploitants agricoles, maraîchers, horticulteurs, viticulteurs, arboriculteurs, etc., se plaignent de ne pas trouver de main-d'œuvre. Ce classement devrait leur permettre d'embaucher plus facilement, sans avoir à s'occuper de certaines formalités puisque ce serait aux candidats d'effectuer leur demande et d'obtenir un visa.

Les plus grandes exploitations sont évidemment les plus demandeuses de main-d'œuvre, même si elles ont déjà leurs réseaux de recrutement. La viticulture par exemple a besoin de 120 000 saisonniers pour la courte période des vendanges, en

Champagne entre autres. La récolte des clémentines en Haute-Corse en réclame 1 300. À la tête d'un autre type d'exploitation, une productrice de fraises interviewée par France Bleu Bretagne dit avoir besoin tout de même de 30 à 35 salariés pour sa récolte de mars à août.

Un certain nombre de gros exploitants agricoles seront peut-être intéressés par cette proposition gouvernementale, et encore plus par la pérennisation de l'exonération totale ou partielle de cotisations patronales sur les salaires jusqu'à 1,6 smic. Les travailleurs saisonniers ne peuvent y voir que la promesse d'emplois et de conditions un peu plus précaires.

Sylvie Maréchal



Assurance-chômage : démolition accélérée

Contre le droit à l'indemnisation chômage le gouvernement mène une offensive continue. Dans une interview au *Journal du Dimanche*, le Premier ministre Attal a annoncé de nouvelles amputations des allocations.

Le gouvernement avait déjà imposé, en février 2023, la baisse de 25 % de leur durée. Par exemple, la durée maximale d'indemnisation est passée de 24 à 18 mois pour les moins de 53 ans. Le prétexte était alors une baisse du taux officiel de chômage. Depuis, ce même indicateur remonte et la conjoncture économique se dégrade avec la multiplication de faillites et de licenciements. Mais le chef de ce gouvernement de combat contre la classe ouvrière non seulement ne rétablit pas la précédente durée mais vient de déclarer que cette durée « peut encore être réduite », ajoutant « qu'on peut aussi accentuer la dégressivité des allocations ». De son côté, Bruno Le Maire, ministre

de l'Économie, répète qu'il faut aligner la durée d'indemnisation des plus de 55 ans sur celle des autres chômeurs. Elle passerait ainsi d'un maximum de 27 mois à 18. Elle était de 36 mois, il y a encore un an.

Toutes ces mesures signifieront pour les travailleurs privés d'emploi, le basculement très rapide vers la « fin de droits ». L'allocation spécifique de solidarité (ASS) prendra alors jusqu'à présent le relais. Son montant est très faible, de 545,10 euros par mois et à condition d'avoir travaillé au moins cinq ans dans la dernière décennie, d'être en recherche active d'emploi et sous condition de ressources, y compris du conjoint. C'est encore trop aux yeux du gouvernement puisque, troisième



attaque programmée, Attal a annoncé dans son discours de politique générale la fin prochaine de l'ASS et le basculement direct des chômeurs en fin de droits vers le RSA.

Les périodes passées au RSA ne comptant pas pour le calcul de la retraite, contrairement à l'ASS, la conséquence sera une retraite encore amputée. Mais souvent, la plongée dans la misère n'attendra pas la retraite, car si le montant maximal du RSA est légèrement

supérieur à l'ASS, les plafonds de ressources ne sont pas du tout les mêmes. Dans le cas du RSA, le plafond ne peut pas dépasser le montant maximal de celui-ci, soit 607,75 euros pour une personne seule et 911,63 euros pour un couple. Dans le cas de l'ASS, il est de 1271,90 euros pour une personne seule et de 1998,70 euros pour un couple. Ainsi une personne au chômage, dont le conjoint est au smic (1398 euros net mensuels) sera pénalisée par la réforme en perdant

son indemnisation.

Cette offensive vise à fournir au patronat une main-d'œuvre contrainte d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions, en plus de faire main basse sur les ressources de l'Unedic, qui ont affiché un excédent de 1,1 milliard en 2023. Elle programme la misère et la déchéance pour une fraction toujours croissante du monde du travail. Il faut s'y opposer de toutes ses forces.

Christian Bernac

Aides aux entreprises : la ligne rouge... des profits



Après que le gouvernement a annoncé des coupes de plus de dix milliards d'euros sur les dépenses de l'État en 2024, le patron du Medef, Patrick Martin s'est empressé de déclarer au journal *Les Echos* que « remettre en cause les aides aux entreprises, c'est une ligne rouge ».

Cela ne l'a bien sûr pas empêché d'applaudir des deux mains les coupes faites par le gouvernement dans les budgets de l'éducation, de la santé, de l'écologie, et de tout ce qui est utile aux classes populaires. Pour le grand patronat, c'est toujours aux travailleurs de faire des économies et des efforts, jamais à lui!

Martin voudrait même

diminuer encore plus les dépenses de santé. Selon lui, « le coût d'administration de l'hôpital public est aussi anormalement élevé ». Bien entendu, il n'est pas question pour lui de diminuer les prix faramineux des médicaments, du matériel et des équipements, qui grèvent les budgets des établissements de santé et qui permettent aux trusts comme Sanofi ou Bouygues d'engranger des

profits colossaux.

Si le gouvernement réduit de 10 milliards les budgets ministériels, c'est bien pour continuer à engraisser les capitalistes. En effet, depuis 25 ans, les aides de l'État au patronat (subventions, exonérations d'impôts, etc.) ont été multipliées par trois, presque toujours sans aucune contrepartie et attribuées le plus souvent aux plus grandes entreprises. Elles représenteraient aujourd'hui plus de 150 milliards d'euros par an. À titre

de comparaison, le budget total de l'État en 2023 était d'environ 450 milliards d'euros. Ce sont donc bien les assistés du CAC 40 et du grand patronat qui coûtent cher à l'État!

D'après Martin, « un contexte de concurrence exacerbée » avec la Chine, mais avec aussi « la concurrence frontale avec les États-Unis » qui viennent de mettre en place un nouveau programme de subventions au patronat de plus de 400 milliards de dollars,

nécessiteraient d'augmenter encore ces aides.

Si les États des pays riches taillent de plus en plus dans les budgets comme l'école et la santé, c'est pour soutenir toujours plus leur bourgeoisie dans le cadre d'une guerre économique mondiale qui s'exacerbe entre les grandes entreprises et qui peut déboucher sur une guerre tout court. Et c'est bien la préparation de la guerre que la population paye déjà.

Arnaud Louvet

CPF : braquage en cours

Le gouvernement prévoit de faire payer 10% du coût des formations aux salariés qui utiliseront leur compte personnel de formation (CPF). Cela fait partie du plan d'austérité mis en avant par Bruno Le Maire pour faire économiser 10 milliards au budget de l'État.

C'est autant d'argent qui sera volé aux salariés voulant se former. Ce compte de formation est en effet

calculé proportionnellement à la masse salariale. C'est une cotisation sociale, financée par les richesses que créent les travailleurs. Cette contribution des entreprises n'a d'ailleurs cessé de diminuer depuis 2014, date d'instauration du CPF, passant de 1,6% à 1% de la masse salariale aujourd'hui.

De plus, en fait de formation, il ne s'agit pas de toutes celles que

souhaiterait le salarié, mais avant tout de ce qui est utile à l'entreprise. Les formations aux permis de conduire des engins de manutention ou celles de bureautique figurent ainsi parmi les plus fréquentées.

Il s'agit donc d'un vol pur et simple. C'était aux patrons de payer les 550 millions que l'État va récupérer par cette opération,

Daniel Mescla

Darmanin : sur le terrain de Le Pen et Zemmour

À la mi-décembre, Gérald Darmanin ne cessait de répéter sa volonté de « protéger les Français ». Courant d'interview en interview, après le vote de sa loi Immigration par la plupart des députés, des macronistes à l'extrême droite, il se saisissait de l'occasion pour exploiter à nouveau les préjugés anti-immigrés et antiouvriers.

Sur ce terrain, la concurrence promet d'être rude avec les Le Pen, Bardella et autres Zemmour pour les élections européennes de juin et la présidentielle de 2027. Darmanin devra aussi se mesurer à son collègue Attal, dont la cote auprès du président semble en hausse,

et qui vient de le devancer d'une tête. Et comme il ne s'agit pas de laisser refroidir la bonne soupe, le ministre Les Républicains mouline des bras, agitant les vents mauvais.

De la remise en cause du droit du sol à la défense de CNews – à la grande



Paris, le 4 décembre 2023.

satisfaction de son patron Bolloré et de son présentateur Hanouna – Darmanin stigmatise, divise, fait sciemment monter la haine. Fièrement campé sur les articles de sa scandaleuse loi Immigration, il ne se contente pas de condamner à la misère les Comoriens qui espèrent la fuir en débarquant à Mayotte, il encourage de fait la population pauvre mahoraise à s'en prendre à plus pauvre encore. Affirmant aider les autorités de l'islam en

France à s'organiser, il a fait expulser un imam radical. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, il a même envoyé ses sbires arrêter dans son lit à 6 heures du matin un enfant de 11 ans qui avait déliré sur TikTok contre son enseignante.

Déjà bien réels, des dégâts sont infligés à la population de Mayotte ou alentour, avec la restriction du regroupement familial ou les expulsions brutales qui laissent des enfants seuls dans la misère, avec la mise

en place du rideau de fer maritime qui empêche les barques de fugitifs d'accoster. D'autres attaques, avec la mise en application de la loi Immigration, précaisent davantage une fraction des travailleurs de métropole. Et, pire peut-être, le poison de la division est activé, menace s'il en est pour la classe ouvrière, dont la force, face à l'extrême droite et à la rapacité capitaliste, serait dans son nombre et dans son unité.

Viviane Lafont

Qui aura la médaille d'or de la police ?

Jordan Bardella, tête de liste du RN aux élections européennes, a visité mardi 20 février la CRS-6 située dans les Alpes-Maritimes, et son commandant lui a alors donné la médaille de cette compagnie.



Contre la loi sécurité fin 2020.

Dans la vidéo filmée par le RN, on peut voir Bardella en totale complicité avec le commandant des CRS, et même lui confier : « J'ai toutes les médailles de la police. »

Faire la cour aux forces de répression n'a rien d'étonnant de la part du RN. Cela fait même partie de l'ADN des partis d'extrême droite, dont une partie des cadres en sont traditionnellement issus.

Et surtout, ce dont ils rêvent, c'est d'une société où règne l'ordre, comme ils disent, c'est-à-dire le respect de la hiérarchie sociale, de l'exploitation et des inégalités.

D'après le président de LR, Ciotti, n'importe quel élu qui visite une compagnie de CRS peut recevoir ce type de décoration à cette occasion. Lui-même l'avait d'ailleurs reçue de la même CRS-6 trois jours plus tôt... Apparemment, rendre visite aux forces de répression est à la mode !

Quant au ministre de l'Intérieur, Darmanin, s'il a fait mine d'être en colère, c'est surtout contre son préfet qui a laissé le RN filmer cette scène ensuite largement diffusée sur les réseaux sociaux. Celui qui se veut le premier flic de France et le plus en phase avec les forces de répression a sans doute pris cela pour un désaveu. C'est d'autant plus gênant à l'approche d'élections européennes où le gouvernement craint un cuisant revers.

Si tous ces partis font des ronds de jambe et encensent les forces de répression, c'est parce qu'ils savent que celles-ci sont indispensables à la bourgeoisie pour maintenir son ordre social. Des politiciens comme Bardella peuvent pleurer sur le sort des ouvriers quand ils ne sont pas en lutte, et surtout au moment des élections. Mais ils seront les premiers à envoyer les CRS et l'armée les matraquer, voire les massacrer, quand ils se mobiliseront.

Arnaud Louvet

Propagande réactionnaire : Cnews toujours en pointe

La chaîne de télévision Cnews a présenté ses excuses auprès de ses téléspectateurs pour avoir prétendu que l'avortement était la première cause de mortalité dans le monde. Ce qui projette ce fait divers médiatique dans l'actualité est le fait que la chaîne se soit sentie obligée de s'excuser.

En réalité, des grossièretés de ce genre, Cnews en déverse en continu. Et qui l'en empêcherait, l'État ? Le gendarme de l'audiovisuel, l'Arcom, l'ex-CSA, n'a aucune autorité sur les chaînes et, s'il en avait une, rien ne dit qu'il l'utiliserait contre ce genre de propos. Cette chaîne est la propriété du milliardaire Bolloré, et ce simple fait lui permet de dire et faire dire ce qu'il veut, comme il veut. Et ses moyens sont considérables : aux différentes chaînes de télévision du groupe

Canal + dont Cnews fait partie, il faut ajouter la radio Europe 1 et plusieurs magazines, comme le *Journal du Dimanche* ou *Paris Match*.

La neutralité des médias est une fable. Les autres chaînes privées sont aussi propriété de milliardaires, comme Bouygues ou Drahi, et les chaînes publiques déversent aussi leur propre propagande. Il suffit de voir comment toutes parlent presque d'une même voix quand il s'agit de dénoncer les grèves ouvrières, comme récemment la grève à la

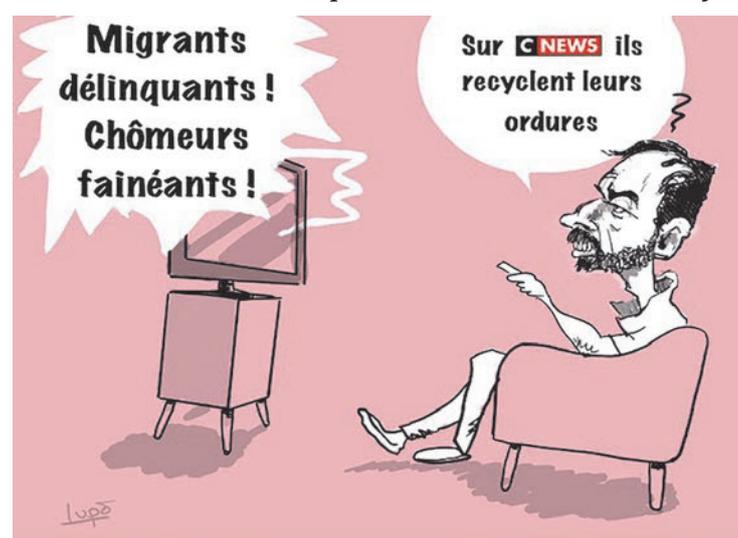
SNCF. Il est vrai que les propos défendus sur Cnews sont particulièrement abjects et montrent combien ces médias peuvent empoisonner l'air ambiant. Mais on imagine surtout qu'ils pourraient le faire demain d'une façon bien plus agressive encore. Les exemples historiques ne manquent pas.

Si le gouvernement français se lance dans des opérations guerrières, qu'il exacerbe le nationalisme et la haine du camp d'en face, on verra ces médias relayer sa propagande chauvine, voire l'amplifier. Aujourd'hui, Cnews est incontestablement sur le podium des chaînes où tout est permis en matière de préjugés crasseux, mais rien n'empêchera d'autres de la doubler.

Les médias audiovisuels et une grande partie de la presse font partie des moyens considérables dont la bourgeoisie dispose pour faire passer sa propagande et mettre en condition l'opi-

nion. Alors, Cnews peut se faire taper sur les doigts, mais l'État n'est pas près d'ôter au milliardaire Bolloré le contrôle d'une partie de l'information.

Pierre Royan



Mayotte : les travailleurs subissent le chaos

Cela fait désormais cinq semaines que l'île de Mayotte est paralysée par des groupes traquant les étrangers. Baptisés Forces vives, ceux-ci prétendent représenter tous les corps constitués de l'île, unis pour faire face à l'insécurité.

Après la visite de Darmanin, les porte-parole de ce mouvement avaient annoncé la suspension des barrages. Ils voulaient entamer des négociations avec l'État sur la suppression du titre de séjour territorialisé et apparaître ainsi comme des interlocuteurs incontournables. Mais une partie importante des barragistes a décidé, elle, de maintenir les blocages. L'arrivée

prévue le 27 février de la ministre déléguée aux Outre-mer y a sans doute contribué.

Cette poursuite des blocages a aussi été motivée par la condamnation de deux membres des Forces vives à quatre ans de prison pour avoir attaqué la gendarmerie de Saada début février. Il a été certes plus facile pour la justice de s'en prendre à des « petits bras »



Le camp de migrants de Cavani avant son évacuation.

qu'aux élus et notables de tout bord qui soufflent sur les braises. Les politiciens d'extrême droite, prompts à condamner les « voyous » et l'insécurité, se gardent bien de dénoncer cet assaut mené par des partisans de leurs idées. À gauche, ceux qui s'expriment reprennent les objectifs des Forces vives, alimentant eux aussi la xénophobie. Ainsi, une ancienne candidate LFI aux législatives a affirmé que « tout est parti du campement de Cavani », c'est-à-dire du camp de réfugiés.

Dans ce contexte, l'État a multiplié ses attaques contre les étrangers. Une partie du campement de Cavani a été démantelée par la police le 25 février, réduisant à néant les abris de fortune que les réfugiés s'étaient construits. Si une partie de ces migrants ont été envoyés en métropole, d'autres ont été expulsés vers la République démocratique du Congo où la guerre fait rage.

Au milieu de cette crise,

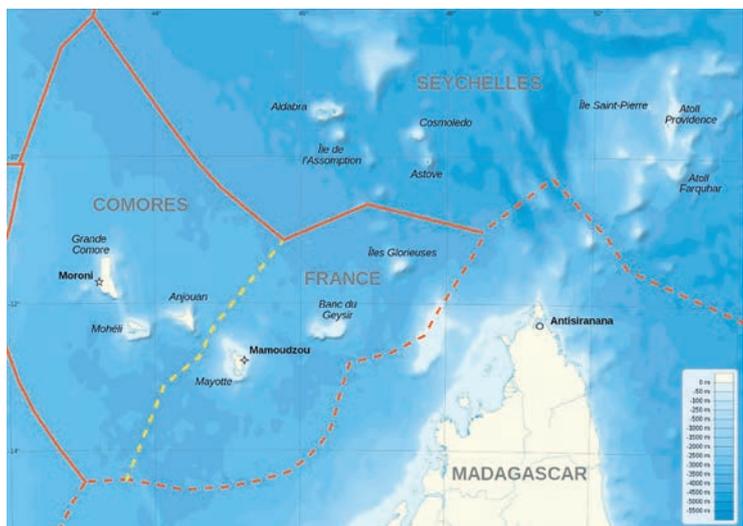
la vie quotidienne des travailleurs devient de plus en plus compliquée. À l'angoisse ressentie par ceux qui n'ont pas de papiers, aux divisions semées au sein même des quartiers pauvres, s'ajoute la désorganisation économique. La pénurie de gaz, indispensable sur l'île pour cuisiner, inquiète les familles. Les queues s'allongent devant les magasins.

Quant à ceux qui n'ont pas pu se rendre à leur travail du fait des barrages, ils se demandent s'ils vont être payés. Les patrons laissent planer le doute et mettent en avant leurs prétendues difficultés. Pourtant, ils obtiennent déjà des facilités de l'État, pour reporter leurs cotisations ou pour bénéficier du système de chômage partiel. Des subventions sont en outre à l'étude. Mais les travailleurs qui se retrouvent sans salaire, eux, ne pourront pas demander un report de paiement de leurs courses au magasin ou de

leur facture d'électricité ! Et pendant que la présidente du Medef local réclame des réductions de cotisations et des subventions, bon nombre de ceux qui font tourner l'île n'ont ni contrat ni papiers, et se retrouvent sans aucun revenu depuis plus d'un mois. Alors, si les patrons peuvent compter sur l'État pour voler à leur secours, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour se défendre.

Cette crise est une conséquence de l'aggravation générale de la pauvreté, dans une région marquée par l'héritage colonial de la France. Face à cela, les affrontements jetant une partie de la population contre une autre, et où on présente les étrangers comme les ennemis responsables de tout, sont un piège. Ils mènent à une guerre sans issue entre pauvres. La première chose est d'en prendre conscience.

Tania Lemel



SEMUR WIKIPEDIA COMMONS

Dérives à gauche

Depuis l'installation des barrages, quand les représentants de la gauche ou des syndicats de Mayotte s'expriment, ils reprennent le discours des Forces vives, contre l'insécurité mais aussi contre les étrangers comoriens ou africains.

Interviewée sur Mayotte 1^{ère}, Yasmina Aouny, ancienne candidate LFI, a utilisé trois fois le mot « terroristes » pour désigner les gangs de délinquants qui rançonnent la population, avant de dénoncer l'occupation du stade de Cavani par des réfugiés africains. Dans une interview à *L'Humanité*, Haoussi Boinahedja, secrétaire général de la CGT Mayotte, a dénoncé « une immigration d'appropriation, car l'État comorien revendique notre territoire ».

Bien sûr, la situation d'insécurité et de violence

subie par la population mahoraise, à commencer par les classes populaires, est bien réelle et ne cesse de s'aggraver. La pauvreté qui touche 75 % de la population, le chômage massif et la présence de quelques dizaines de milliers d'enfants et de jeunes Comoriens livrés à eux-mêmes, parce que leurs parents ont été expulsés, alimentent les gangs, les vols et les agressions, y compris contre des écoles.

Cette situation insupportable est d'abord la responsabilité de l'État français, qui maintient

Mayotte dans un état de sous-développement. Le secrétaire de la CGT le dit lui-même clairement : « Le smic mahorais est inférieur de 25 % par rapport au smic national ; le montant moyen de la retraite s'élève à 278 euros ; celui du RSA reste inférieur de moitié au RSA national. » C'est aussi l'État français qui bloque à Mayotte des dizaines de milliers de migrants ayant obtenu un titre de séjour « territorialisé », c'est-à-dire leur interdisant de partir à La Réunion ou en métropole. Ce titre doit être renouvelé chaque année contre un timbre fiscal qui coûte 300 euros, une somme importante à Mayotte.

Les habitants de Mayotte, transformé en

département français en 2011 sans en avoir la totalité des droits et surtout sans moyens, ont donc bien raison de se sentir méprisés par l'État. La représentante LFI ou le secrétaire de la CGT dénoncent à juste titre cette situation. Mais quand ils reprennent à leur compte les propos xénophobes de l'extrême droite et la propagande anti-Comores des notables mahorais qui ont lié leur sort à la bourgeoisie française, ils sèment un poison mortel parmi les classes pauvres. Ils apportent la caution de leurs organisations, supposées progressistes, à une campagne xénophobe.

L'État français a manœuvré il y a quarante ans pour séparer Mayotte

du reste de l'archipel des Comores, introduisant une frontière au sein du même peuple. Il porte une grande responsabilité dans les guerres en Afrique qui poussent des femmes et des hommes à chercher un exil à Mayotte ou ailleurs. Ces migrants ne sont en rien responsables du chaos. En faire des boucs émissaires n'améliorera pas le sort des travailleurs mahorais.

Un militant qui ne garde pas cette boussole de classe ne peut défendre les intérêts des travailleurs. Les travailleurs et les pauvres de Mayotte ont tout à perdre s'ils s'alignent derrière des Forces vives dominées par les notables et gangrenées par l'extrême droite.

Xavier Lachau

Gaza : l'impasse mortelle créée par l'impérialisme

Joe Biden s'est dit optimiste quant à la conclusion d'un cessez-le-feu d'ici le 4 mars. Et en effet, les négociations semblaient s'accélérer entre Israël et le Hamas sous l'égide des États-Unis.

Cela fait des mois que, malgré les discours de Netanyahu sur sa volonté d'éradiquer le Hamas, de telles négociations ont lieu. L'Égypte et le Qatar servent d'intermédiaires pour ces tractations, tantôt confinées dans les coulisses et tantôt relayées par la presse. Tous savent qu'il leur faudra trouver une solution pour l'après-guerre. Une première trêve fin novembre avait d'ailleurs permis la libération de 50 otages détenus par le Hamas, contre celle de 150 femmes et enfants palestiniens emprisonnés par Israël. Mais dès le 1^{er} décembre, les bombardements avaient repris de plus belle.

Après quatre mois d'une guerre menée à l'aide des munitions et des armes américaines livrées chaque semaine, qui a fait plus de 30 000 morts, les États-Unis semblent chercher plus assidûment une solution, mais pas parce qu'ils se préoccupent enfin du sort des Palestiniens, bien entendu. Des centaines de milliers de Gazaouis souffrent de la faim,

meurent de maladie ou des blessures infligées par les bombes et les raids israéliens, et même un arrêt des combats ne mettrait pas fin à cette situation.

En fait, la poursuite de la guerre renforce la légitimité du Hamas, et ne met pas Israël en position de force, car il ne réussit pas à le faire taire. Cela n'empêche pas Netanyahu, en parallèle aux annonces sur la possibilité d'une trêve, de continuer de brandir sa menace d'offensive contre Rafah, ville du sud de l'enclave où plus de 1,3 million de personnes se sont réfugiées, dont 600 000 enfants. Il sait lui-même qu'il ne pourra ni éradiquer le Hamas, ni réussir à libérer tous les otages, mais il poursuit la fuite en avant guerrière et le massacre. Jusqu'à quand ? Son propre avenir est en jeu, et le sort des populations pèse bien peu !

Le problème des dirigeants des États-unis est de préparer l'avenir, de tenter de restaurer un minimum d'équilibre au Moyen-Orient, et pour cela de trouver une



Al-Shaboura à Rafah.

force politique, un appareil avec lequel discuter et qui soit aussi capable de maintenir son autorité sur la population à Gaza et en Cisjordanie. Ce n'est plus le cas du gouvernement de l'Autorité palestinienne. C'est sans doute pourquoi son président, Mahmoud Abbas, a fait démissionner le lundi 26 février Mohammad Shattayeh, Premier ministre depuis 2019, afin de se redonner un peu de crédibilité, peut-être en accord avec le Hamas, qui apparaît de plus en plus incontournable. Pour celui-ci, un accord avec Israël et les grandes puissances serait, d'une façon ou d'une autre, une reconnaissance

de sa capacité à gouverner les Palestiniens.

Les dirigeants des grandes puissances évoquent de nouveau ce qu'ils appellent la solution à deux États, promue puis enterrée bien des fois par le passé. Pour eux ce serait une façon de maintenir leur domination en se fiant à des dirigeants palestiniens pour contrôler leur peuple. C'est dans cette direction que voulaient aller les accords d'Oslo de 1993, qui avaient finalement capoté du fait de l'obstination des dirigeants israéliens à ne rien concéder aux Palestiniens, même pas un État croupion sous leur contrôle.

Voilà ce que les dirigeants

américains voudraient proposer, ce qui implique que les dirigeants israéliens fassent au moins semblant d'être prêts à un compromis. Tout cela sera très loin de donner satisfaction aux aspirations du peuple palestinien. Quoi qu'elles fassent, on ne peut compter sur les grandes puissances et les institutions internationales pour sortir les travailleurs et les peuples de la région, arabes comme juifs, de l'impasse dans laquelle la politique impérialiste les a plongés depuis 1948. Pour cela, il faudra déjà en finir avec leur domination sur la région.

Marlène Stanis

Migrants : la politique criminelle de l'Europe

Médecins sans frontières (MSF) a publié le 23 février un rapport qui dénonce, sur la base de témoignages de ses équipes et des personnes qu'elles ont soignées, la violence extrême et systématique de la politique migratoire européenne.



Août 2022, au large de Lampedusa.

L'ONG dispose d'équipes en France, en Italie, en Pologne, en Biélorussie, en Grèce, en Serbie, en Libye et au Niger. Ces pays sont des passages obligés pour des milliers de travailleurs migrants qui espèrent trouver une vie digne en Europe. Depuis des années les gouvernements européens y ont non seulement construit des murs, mais également négocié des accords avec des chefs de bandes armées, gouvernementales ou non, afin que celles-ci s'attaquent aux migrants.

Depuis des années, l'UE passe des accords dits de coopération avec la Libye qui permettent de sous-traiter la surveillance des côtes. En réalité ce sont des milices, rebaptisées poliment gardes-côtes, qui interceptent les migrants et qui sont connues pour torturer systématiquement ceux qu'elles attaquent. Entre janvier 2022 et juillet 2023, le nombre de violences corporelles rapportées

par les équipes de MSF à Tripoli s'élève à 16 521. Parmi les migrants qui sont parvenus à atteindre l'Italie et ont été soignés par l'ONG à Palerme entre janvier et août 2023, la majorité ont déclaré avoir été torturés en Libye. Le rapport raconte également comment, en janvier 2022 à Tripoli, 600 personnes ont été violemment réprimées puis mises en prison alors qu'elles réclamaient protection devant le bâtiment du haut commissariat aux réfugiés de l'ONU, qui n'a rien fait. Tout le monde s'attriste du sort réservé aux migrants en Libye, sans aller jusqu'à dénoncer les donneurs d'ordres, ceux qui financent ces assassins, sans se salir les mains.

Le rapport donne d'autres exemples : ainsi, à Assamaka, dans la région d'Agadez au Niger, des hommes et des femmes sont refoulés de Tunisie et d'Algérie, puis mis en prison en plein désert, où les conditions sanitaires sont catastrophiques. L'UE

finance depuis 2015 la police de ce pays pour mener cette politique. Mais l'ONG dénonce également les agissements des polices européennes, celles de Pologne, de Serbie, de Grèce, notamment les push-back, ces refoulements violents derrière la frontière sans enregistrement. Ils sont aussi pratiqués en France, y compris envers des enfants. Les médecins de MSF ont soigné 311 mineurs à Vintimille, à la frontière italienne, entre février et septembre 2023 : 35 avaient subi ces refoulements.

Les gouvernements européens dépensent des sommes considérables pour empêcher des pauvres de venir en Europe, quitte à être responsables de dizaines de milliers de morts. Les travailleurs doivent considérer les migrants comme leurs frères de classe et ceux qui organisent ces crimes comme leurs ennemis.

Thomas Baumer

Ukraine-Russie : deux ans de guerre fratricide

Le 24 février 2022, lorsque le chef de la Russie lança son armée sur son voisin, il espérait une victoire rapide. Ses généraux lui avaient promis que quelques jours suffiraient pour prendre Kiev et faire tomber le gouvernement de Zelensky. Ce ne fut pas le cas.

Au prix de combats sanglants et avec l'aide militaire que le camp occidental apportait depuis des années au régime ukrainien, celui-ci a tenu bon, malgré la perte de 20% de son territoire, à l'est et au sud du pays. Cette guerre vient d'entrer dans sa troisième année et nul ne sait quand et comment elle pourrait finir. Les propos que Zelensky a tenus à cette occasion n'y changent rien. « *L'Ukraine perdra-t-elle cette guerre? a-t-il déclaré. Je suis certain que non..., parce qu'alors nous n'existerions plus.* »

Dans ces propos de circonstance d'un chef de

guerre, le « nous » est censé englober en une même communauté de destin et d'intérêts la population et ceux qui dirigent le pays. Or, si l'attaque russe a suscité un réflexe d'union sacrée il y a deux ans, depuis les choses ont sensiblement changé.

Certes, le régime continue à profiter d'un soutien réel. Il lui vient des classes possédantes et dirigeantes ainsi que de la petite bourgeoisie, qui voient leur avenir dans une plus complète intégration de l'Ukraine au camp impérialiste. Mais, depuis des mois, et même les partisans du régime l'admettent, est apparu ce qu'ils appellent

de la lassitude dans la population. Cela prend différentes formes : manifestations de femmes exigeant le retour de leurs maris, frères ou fils envoyés au front ; refus de conscription si nombreux qu'on peut être condamné pour cela à plus de dix ans de prison ; fuite à l'étranger de mobilisables qui ont de quoi payer pour couper à l'armée... Tout cela témoigne de ce que relèvent aussi des sondages : la volonté de larges secteurs de la population de voir se finir une guerre de plus en plus insupportable.

Zelensky prétend que « *31 000 soldats ukrainiens ont péri dans cette guerre* », et c'est déjà beaucoup. Mais même ses parrains de l'OTAN avancent un chiffre cinq à six fois plus élevé. Et cela se voit : les cimetières ne cessent de s'étendre, vu le nombre de

morts militaires et civils.

Et il y a les réfugiés. Selon l'Organisation internationale pour les migrants, une antenne de l'ONU, 14 millions d'Ukrainiens, soit plus d'un sur quatre, ont dû fuir de chez eux du fait des combats. Plus de 6,5 millions vivent hors du pays comme réfugiés, sans compter ceux qui ne se sont pas fait recenser. En Ukraine même, il y aurait au moins 4 millions de personnes déplacées. On imagine ce que cela signifie en termes d'emplois perdus, d'effondrement du niveau de vie, de destructions de logements et d'infrastructures en tout genre. Et les scandales de corruption ont fait apparaître au grand jour que, avec la guerre, c'était toujours les petits qui devaient faire des sacrifices, y compris celui de leur vie. En revanche, les nantis et les privilégiés, protégés par le pouvoir, quand ils ne l'exercent pas, prospèrent comme jamais.

Quand l'ancien chef d'état-major a déclaré, cet automne, que l'Ukraine se trouvait « dans une impasse », nul doute que ses propos ont trouvé un écho auprès de millions de personnes ne souhaitant plus qu'une chose : que la guerre s'arrête. Zelensky a réagi en limogeant ce haut galonné qui, devenant trop populaire, pouvait le concurrencer. Mais cela n'a pas fait disparaître les problèmes. Car un tel état d'esprit augure mal de la mobilisation d'un demi-million d'hommes que politiques, militaires et parlementaires proclament nécessaire. Ils

repoussent donc depuis des mois l'adoption de cette loi de mobilisation, sachant à quel point elle est impopulaire, mais en même temps, ils n'ont pas le choix.

Non seulement la contre-offensive annoncée au printemps dernier n'a pas eu les résultats attendus mais, après des mois de gel de la ligne de front, les forces russes gagnent un peu de terrain. Peu importe à Poutine et à ses généraux que cela se solde par d'énormes pertes : ils traitent également leurs soldats comme de la chair à canon. Quant à la population russe des zones frontalières, désormais la cible et la victime quasi quotidienne de canonnades et d'attaques de drones, Poutine n'en dit mot dans sa « non-campagne » présidentielle. Il sait qu'il sera de toute façon réélu à la tête de la Russie le 17 mars, en se vantant de ses « succès » en Ukraine et en ayant fait taire, parfois définitivement, ceux qui auraient pu apparaître comme des candidats au pouvoir.

Alors, Poutine comme Zelensky sont également prêts à continuer une guerre dont ils attendent qu'elle conforte leur pouvoir. Il en sera ainsi tant qu'ils arriveront à en faire supporter le poids à leurs classes populaires et laborieuses. Mais, parce que c'est et ce sera de plus en plus insupportable à ces dernières, il n'est pas dit que cela dure aussi longtemps que ces deux régimes et leurs alliés pourraient le souhaiter.

Pierre Laffitte



Près de Bakhmout.

Bourse : une flambée de folie

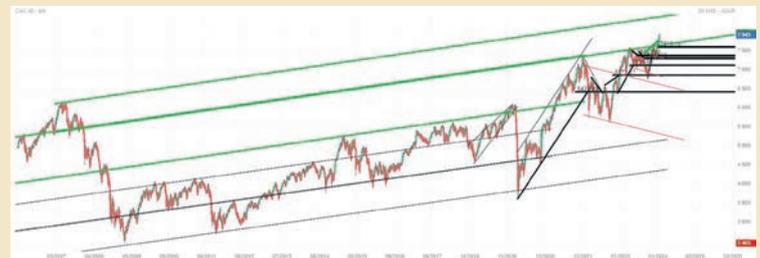
Le 19 février et les jours suivants, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a connu une nouvelle flambée, battant le record de la bulle Internet qui, jusqu'à son éclatement en novembre 2000, avait dopé les cours des secteurs de l'informatique et des télécommunications sur les marchés d'actions à la fin des années 1990.

Aux États-Unis, le point de départ est, cette fois, l'engouement autour de l'entreprise de conception de puces électroniques Nvidia, nécessaires dans le développement de l'intelligence artificielle. Sur la seule journée du 22 février, la valeur totale des actions de cette société cotée à Wall Street

a gonflé de 277 milliards de dollars, l'équivalent de près de quatre fois le produit intérieur brut de la Côte d'Ivoire ! La hausse du prix des actions s'est propagée plus largement. Selon les journaux financiers, c'est la peur panique de ne pas pouvoir bénéficier d'une hausse éventuelle du prix

des actions qui aurait entraîné cette forte augmentation de prix.

Pourtant, la production industrielle de l'Allemagne est en baisse depuis la fermeture des échanges avec la Russie. Le gouvernement français vient de revoir les prévisions de croissance à la baisse. Le renforcement de la guerre économique, notamment avec la Chine, fragilise l'économie mondiale. Au Moyen-Orient, une partie de la flotte commerciale est obligée de faire le tour de l'Afrique. Les États doivent emprunter toujours



d'avantage, à des taux d'intérêt élevés gênants pour l'économie capitaliste, ce qui les prive de moyens pour relancer la machine en cas de krach. Il n'y a donc pas vraiment de raisons de croire à une grande expansion de l'économie.

En fait, incapable de développer les forces productives, la grande bourgeoisie trouve le moyen de

faire fructifier ses capitaux le plus rapidement possible en spéculant sur la hausse de telle ou telle valeur, qui peut cependant s'écrouler aussi vite qu'elle sera montée comme un soufflé. L'important sera alors d'être de ceux qui auront vendu leurs actions à temps, même si cela peut précipiter ce krach.

Jean Sanday

Février 1934 : face à la menace fasciste, le sursaut ouvrier

Le 6 février 1934, plusieurs milliers de militants des ligues fascistes manifestaient à Paris, déclenchant une nuit d'émeute et provoquant la démission du gouvernement du radical Daladier. Alors que Mussolini était au pouvoir en Italie, et que Hitler y était parvenu un an auparavant en Allemagne, la menace fasciste devenait très concrète en France.

Depuis 1930, la France était atteinte par la plus profonde crise économique mondiale que le capitalisme ait connue jusque-là. Baisse du pouvoir d'achat et chômage, total ou partiel, étaient l'obsession de tous les ouvriers. Les paysans, commerçants, artisans étaient également touchés de plein fouet. Cette petite bourgeoisie perdait confiance dans les politiciens modérés ou radicaux usés par le pouvoir et salis par des scandales financiers. À cette crise économique s'ajoutait en effet une crise politique.

La menace d'extrême droite

Le Parti radical, au pouvoir depuis 1932, était éclaboussé par une affaire de corruption, l'affaire Stavisky. Espérant entraîner derrière elle la petite bourgeoisie au bord du gouffre, l'extrême droite ne manqua pas d'exploiter ce scandale qui dévoilait la pourriture des milieux parlementaires et financiers. Parmi les ligues d'extrême droite, dont certaines se réclamaient du fascisme, on trouvait les Croix de feu. Dirigées par le colonel de la Rocque et soutenues par De Wendel, patron de la sidérurgie, et par Mercier, patron de l'électricité, elles comptaient, en 1934, 35 000 membres et 130 000 sympathisants. De même l'Action Française, organisait 60 000 militants, dans des troupes de choc.

La révocation, par le tout nouveau gouvernement Daladier, de Chiappe, le préfet de police de Paris connu pour ses sympathies fascistes, fut le prétexte pour appeler à manifester le 6 février. Aux cris de « Vive Chiappe » « À bas les voleurs », « Daladier démission », les manifestants armés de matraques, de rasoirs et d'armes à feu se regroupèrent place de la Concorde. Certains se lancèrent à l'assaut du Palais-Bourbon, où les députés étaient réunis pour

l'investiture de Daladier. De violents affrontements avec la police éclatèrent et se poursuivirent durant la nuit. Le lendemain, le gouvernement Daladier annonçait sa démission et était remplacé par le très conservateur Doumergue.

Ce n'était qu'une demi-victoire pour les organisations d'extrême droite, qui étaient encore loin d'entraîner la masse de la petite bourgeoisie. Elles étaient cependant à l'offensive pour tenter d'exploiter à leur profit la situation de crise. Le 6 février était « la première offensive sérieuse de la contre-révolution unie », comme l'écrivit Trotsky (*Où va la France ?* 10 juin 1936).

La politique du PS et du PC

Nombre de travailleurs étaient conscients depuis longtemps du danger que représentaient les ligues fascistes, d'autant que leurs membres n'hésitaient pas à s'attaquer aux militants ouvriers. La crise était profonde et elles pouvaient aider la bourgeoisie à redresser ses profits, en brisant les organisations ouvrières. Face à cette situation, les Partis socialiste et communiste ne semblaient pas vraiment proposer d'alternative.

Le Parti socialiste comptait alors 110 000 militants et, s'il parlait toujours de révolution, il menait une politique réformatrice et appartenait à la majorité parlementaire élue en 1932. À sa tête, Léon Blum et les autres dirigeants socialistes appelaient à faire confiance à la démocratie pour redresser la situation et faire barrage aux ligues fascistes.

De son côté, le Parti communiste ne comptait plus en 1933 que 28 000 militants. S'il était né en 1920 dans l'enthousiasme suscité par la révolution russe, ce n'était plus un parti révolutionnaire. La dégénérescence bureaucratique de

l'URSS avait entraîné celle de l'Internationale communiste et de tous les Partis communistes, qui suivaient fidèlement les tournants de la politique stalinienne. Celle-ci, qui à cette époque, présentait la social-démocratie et le fascisme comme des « frères jumeaux », avait abouti en Allemagne à la défaite sans combat de la classe ouvrière face au nazisme. En France, à la tête du PC, les Maurice Thorez, Jacques Duclos, Marcel Cachin suivaient cette même politique sectaire faussement radicale, qui coupait les ouvriers communistes des ouvriers socialistes et tournait le dos à la lutte. Le mouvement syndical était lui aussi scindé entre une CGT réformatrice et une CGTU liée au PC.

Le sursaut de la classe ouvrière

Après le 6 février, les deux partis appelèrent les travailleurs à réagir, mais ils le firent chacun de son côté. Le 7 février, le Parti socialiste lança un appel à une journée de grève et de manifestation pour le 12 février. Le PC proposa de son côté une manifestation pour le 9 février, à laquelle des milliers de travailleurs participèrent, affrontant la police, qui fit six morts et plusieurs centaines de blessés.

Dans bien des endroits cependant, en particulier en province, des milliers de travailleurs n'attendaient pas les consignes de leur direction politique et syndicale pour réagir main dans la main, socialistes et communistes ensemble. Sous la pression de sa base, la direction du PC finit par se rallier



Une de L'Action française, 6 février 1934.

à l'appel lancé par le Parti socialiste et la CGT pour le 12 février, en maintenant cependant un itinéraire de manifestation séparé.

Cette journée de grève et de manifestation fut un énorme succès. La préfecture de police dut reconnaître que, sur 31 000 travailleurs des PTT, 30 000 avaient cessé le travail. En région parisienne, les chantiers du bâtiment furent presque partout déserts; 3 000 ouvriers firent grève aux abattoirs. Au total, il y eut quatre millions et demi de grévistes et la participation aux manifestations fut massive partout dans le pays. À Paris, les deux cortèges, qui devaient défiler séparément, se rejoignirent aux cris de « Unité ! Unité ! », regroupant au total cent cinquante mille manifestants. Dans 160 autres villes également les défilés furent unitaires.

Cette réaction montrait combien la classe ouvrière représentait une force

capable d'enrayer la montée de l'extrême droite, ouvrant un espoir. En fait, ce mois de février 1934 marqua un tournant, le début d'une remontée du moral de la classe ouvrière et de ses luttes, qui allaient culminer dans la grève de mai-juin 1936 et créer en fait une situation prérévolutionnaire. Et en effet, dans cette période de chaos économique où commençait une marche à la guerre, l'alternative posée était la victoire de la révolution ou bien celle de la réaction et du fascisme.

Pour les organisations ouvrières, Parti communiste et Parti socialiste, il n'était cependant pas question de mener une politique révolutionnaire. Elles n'envisageaient rien d'autre que de se proposer pour gouverner au service de la bourgeoisie, et ce fut le sens de la politique de Front populaire.

Cette politique allait conduire, après les élections de mai 1936 et lors de la grève générale, à la formation d'un gouvernement regroupant PS et radicaux, soutenu par le PC. En appelant les travailleurs à s'en remettre à un gouvernement bourgeois, le Front populaire barrait la route à toute évolution révolutionnaire. En démobilisant et démoralisant rapidement la classe ouvrière il préparait la revanche patronale, celle de la droite et de l'extrême droite, et finalement la guerre et l'arrivée au pouvoir de Pétain.

Aline Retesse



La manifestation du 12 février 1934, place de la Nation, après la réunion des deux cortèges.

Enseignants : la grève en Seine-Saint-Denis

La rentrée scolaire a été fortement perturbée en Seine-Saint-Denis, notamment dans les collèges et lycées du département. Les enseignants protestent contre les réformes voulues par Attal et les mesures budgétaires annoncées ces derniers jours.

Les enseignants s'inquiètent notamment des groupes de niveau qui seraient mis en place. Ils refusent de « trier » les élèves, craignant la stigmatisation des plus fragiles, alors même que le gouvernement prétend vouloir lutter contre le harcèlement scolaire. De plus, pour mettre en place cette mesure, des moyens seraient retirés à certaines matières, notamment en sciences. Et pour couronner le tout, le gouvernement a annoncé le 22 février que l'Éducation nationale devrait faire 600 millions

d'économies sur son budget. De quoi mettre en colère les travailleurs du secteur, qui vivent au quotidien une pénurie de plus en plus grande, en particulier en Seine-Saint-Denis, qui est le département le plus pauvre de métropole. Tout le monde voit bien les dépenses colossales qui sont faites pour l'armée, alors qu'il manque de tout dans les établissements scolaires : des enseignants bien sûr, mais aussi des surveillants, des infirmières, des AESH pour les enfants en situation de handicap, des médecins, des psychologues...



Rassemblement à Bobigny, le 27 février.

Pour toutes ces raisons, la mobilisation a été forte lundi 26 février, jour de reprise théorique des cours. Un peu partout dans le département, les grévistes se sont réunis, ont fait la tournée des établissements de leur

secteur pour convaincre les hésitants à rejoindre le mouvement, ont appelé les parents d'élèves pour leur expliquer la situation, ont organisé rassemblements et manifestations. Faut-il un plan d'urgence pour la

Seine-Saint-Denis, comme le réclament les syndicats, alors que les attaques sont nationales ? Comment étendre la mobilisation ? En tout cas, les discussions vont bon train !

Correspondant LO

Lactalis : la famille Besnier fait son beurre

Nombre de petits exploitants parmi les 80 000 producteurs de lait recensés en France parviennent à peine à se verser un véritable revenu. Et ce, bien que le prix auquel il leur est acheté ait connu une hausse sensible, aussitôt répercutée, et souvent bien au-delà, par les groupes de la grande distribution.

Le business du lait nourrit en revanche grassement les industriels de la filière, tels Danone, Savencia, Bel et Sodial, à commencer par le plus puissant, Lactalis, et son PDG, Besnier. Ce dernier collecte environ 60% du lait en France, mais le prix auquel le numéro un mondial du secteur récupère cette matière première, transformée ensuite en produits variés (poudre, fromage, beurre, crème, etc.) est loin de permettre de vivre aux

exploitants qui lui sont liés par des contrats exclusifs. Un quart se trouvent sous le seuil de pauvreté, souvent avec des revenus inférieurs au RSA. Des milliers font faillite chaque année.

Depuis la suppression en 2015 des quotas, qui avaient pour but d'en finir avec les excédents de la période précédente, les prix connaissent des variations permanentes, en fonction des rapports de force entre industriels et distributeurs

et de la spéculation, comme pour la poudre de lait qui est à la base d'un vaste commerce international.

Dans ce bras de fer, les petits exploitants sont toujours perdants. Avec Lactalis, ils doivent s'engager par contrat à produire un certain nombre de litres, sans même connaître le prix d'achat. Et le groupe laitier dispose de mille moyens pour contraindre les producteurs à se plier à ses diktats sans pouvoir sortir de ses griffes. Sa part de marché est telle qu'il peut menacer quiconque de ne plus ramasser son lait, le laissant ainsi sans solution viable. Et il ne se prive pas de mettre cela à exécution.

Lactalis peut pousser à l'achat de nouveaux équipements : des cuves de stockage ou des robots de traite (qui coûtent entre 100 000 et 150 000 euros, non compris les travaux et les frais de maintenance). Il dispose pour cela d'une armée de « contrôleurs laitiers » sur le territoire prêts à fournir leurs bons conseils et les solutions matérielles, aux frais des producteurs bien sûr. Ceux-ci se retrouvent lourdement endettés, auprès des banques, principalement le Crédit Agricole, voire de Lactalis lui-même. Dans ce cas, s'ils se trouvent dans l'impossibilité d'en assurer la charge, celui-ci prélève directement la somme qu'il estime lui être due sur la « paye du lait » qui leur est versée !

Cette pression constante de l'agro-industrie et la mécanisation ont accéléré depuis les années 1960 la ruine des plus petits exploitants et la concentration de la filière, au point qu'un industriel fortuné du BTP s'était lancé il y a quelques années dans le projet d'une « ferme à mille vaches » dans la Somme.

Créée dans les années 1930 en Mayenne, l'entreprise Besnier est restée dans le giron de la famille. Son actuel PDG, Emmanuel Besnier, y voit un « exemple

presque parfait des succès du capitalisme familial à la française ». Avec une fortune estimée à environ 15 milliards, au neuvième rang français, il a de quoi être content ! C'est un exemple surtout de la dictature des grandes familles bourgeoises : lui, sa sœur et son frère sont en effet les seuls actionnaires d'une entreprise qui emploie environ 85 000 salariés dans ses usines réparties dans 56 pays. En dévorant la plupart de ses concurrents en Europe, dont l'italien Parmalat, et aussi en Chine, au Brésil et aux États-Unis, le groupe est devenu un des leaders du secteur et même désormais, avec 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires, le numéro un mondial des produits laitiers, et l'un des dix plus puissants groupes agroalimentaires.

À cette politique de Lactalis, commune à tous les grands groupes capitalistes, se sont parfois ajoutées les méthodes d'un patron de choc. Outre les pressions à l'encontre des éleveurs et des salariés, Lactalis et son patron sont également coutumiers des méthodes d'intimidation envers des journalistes et tous ceux qui prétendent les empêcher de faire leur beurre en paix.

Pierre Delage



Une usine Lactalis.

SYLVAIN MALMOUCHE

Maintenance RATP : la question des salaires fait surface

Il y a trois semaines, la presse reprenait les déclarations de la direction de la RATP qui annonçait une augmentation de 100 euros brut pour tous les salariés de la RATP en 2024.

La direction affirmait qu'en moyenne les salariés auraient 4,2% d'augmentation en 2024 s'ajoutant aux 5,7% de 2023 et aux 5,2% de l'année précédente. En comparant ces prétendues augmentations avec les chiffres officiels de l'inflation qui sont autour de 5%, ces articles concluaient que les salariés de la RATP n'étaient pas à plaindre.

À la Maintenance, ces chiffres ont fait bondir les salariés tant ils sont mensongers. D'abord, les salaires d'embauche y sont proches du smic, et les augmentations annoncées pour 2024 prendront effet pour moitié en juin et le reste... en décembre! En moyenne sur l'année cela ne fera que 24 euros brut par mois. De plus, loin de faire des cadeaux, la direction

supprime des primes ou les revoit à la baisse.

Les dépenses des ouvriers, elles, augmentent. Beaucoup logent loin de Paris à cause de la pénurie de logements, des prix indécents de l'immobilier ou des loyers trop chers. Cela les oblige souvent à prendre leur voiture tous les jours, ce qui, avec la hausse des prix de l'essence, réduit de façon significative le pouvoir d'achat. Il y a un an, lors de la mobilisation de plus de deux mois des ateliers de Maintenance, les ouvriers avaient évalué à 300 euros cette perte de pouvoir d'achat.

Le 8 février, à l'appel des syndicats CGT et Solidaire, 500 travailleurs, essentiellement de la Maintenance, se sont rassemblés au siège de la RATP à Lyon-Bercy pour

revendiquer de nouveaux ces 300 euros. Certains ateliers étaient en grève totale. Sur tous les secteurs, la direction comptait 2 000 grévistes. La CGT Maintenance appelle maintenant à une nouvelle journée le 6 mars. Mais elle fait le choix d'un appel corporatiste, portant sur le déroulement de carrière des agents, c'est-à-dire sur les augmentations liées à l'ancienneté ou l'avancement, sous prétexte qu'il y a une différence de mobilisation entre les secteurs.

Pour l'instant, dans beaucoup d'ateliers, ils restent préoccupés par la revendication des 300 euros pour tous. Dans d'autres secteurs, ils mettent aussi en avant la question d'une augmentation générale des salaires. S'ils ne veulent pas se contenter de miettes, tous ont intérêt à continuer à populariser cette revendication.

Correspondant LO

Demgy-SPN – La Courneuve : la direction a fait machine arrière

Les 25 salariés de l'entreprise Demgy-SPN de La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, qui fabriquent des pièces de plastique, se sont mis en grève le 22 février pour exiger un licenciement économique avec maintien du salaire à 75% et un chèque pour le préjudice subi.

Il y a eu beaucoup de négociations, débutées au mois de novembre 2023 pour en arriver là. Une semaine après les élections au CSE, les délégués ont appris que l'établissement allait fermer en août prochain. Des reclassements dans d'autres usines du groupe

étaient imposés sous peine de licenciement pour refus de mobilité géographique, alors que 95% des salariés ne veulent pas aller sur les autres sites. Il a été question ensuite de payer les frais de déménagement et de formation, à condition que le salarié les rembourse au bout

de 18 mois si sa nouvelle situation ne lui convenait pas. Puis le patron a abandonné cette condition, mais les salariés sont restés unis pour réclamer une rupture conventionnelle collective.

Le patron voulant encore diviser le personnel selon l'ancienneté, les travailleurs ont alors décidé la grève, demandant qu'il y ait des licenciements économiques avec une clause de maintien du salaire à 75% au chômage (clause de sécurisation de l'emploi), et le versement d'un chèque de dix mois de salaire, six mois pour les cadres. Puisque la direction affirme que la société se porte bien, elle a donc l'argent pour payer! Finalement, mardi 27 février, la direction a fait une proposition qui a été acceptée par les salariés: 14 350 euros de prime supra-légale pour tous, accord pour le licenciement économique et 95% du salaire net pour un an. Les travailleurs sont satisfaits et se sont au moins fait respecter.

Correspondant LO

Chaussexpo : liquidation ou reprise, les travailleurs trinquent

La chaîne de magasins de chaussures Chaussexpo va fermer le 15 mars. 700 employés des 176 magasins dans toute la France sont menacés et ceux de l'entrepôt et des services administratifs, à Templemars dans le Nord, vont perdre leur emploi.

La direction a tout fait pour cacher ce qu'elle préparait. Pendant des mois, elle a affirmé qu'il n'y avait pas de problème, avant d'annoncer qu'elle allait être en cessation de paiement début 2024. Début janvier, le tribunal de commerce a prononcé la liquidation judiciaire, avec une continuité d'activité jusqu'au 15 mars. Seuls 70 magasins seraient repris par Chausséa.

Jusqu'au bout, la direction a demandé aux salariés de ne pas en parler à la presse prétendant que cela pourrait faire fuir d'éventuels repreneurs et disant que ce n'était pas le moment de revendiquer pour ne pas les effrayer. En réalité, aucune mesure concrète n'a été prise pour les salariés licenciés, et rien n'est garanti pour ceux qui seraient repris.

La guerre fait rage entre les capitalistes de l'habillement et bien des enseignes ont fermé ces derniers mois. Fermetures, reprises, ce sont les grandes manœuvres des capitalistes du secteur.

Mais ce qui est certain, c'est que la famille Desmazières, qui possédait l'entreprise et en est encore actionnaire, a mis sa fortune de côté. Alors, les travailleurs ne veulent pas être jetés à la rue sans rien.

Tout le monde voit désormais que la direction raconte ce qui l'arrange. Beaucoup disent « *ils nous baladent* ». À l'entrepôt, les salariés passent du temps à parler de la situation et la question qui se pose est: comment imposer au moins de partir avec une prime?

Face aux salariés, les patrons ont tous la même stratégie: faire diversion, mentir, jouer la montre, avec l'aide des tribunaux de commerce. Les travailleurs n'ont rien à attendre de ce côté. Seule leur force collective pourra imposer leur contrôle sur les comptes et les fortunes accumulées par les actionnaires. Celles qui ont été faites dans l'habillement pourraient largement garantir les salaires, les emplois et un avenir pour tous.

Correspondant LO

Fashion week : luxe et exploitation

Si la mode fait rêver certains, le réveil est brutal lorsque l'on passe dans les coulisses. Chaque année, les défilés des Fashion weeks de Milan, New York ou Paris, présentent la mode comme un art. Il s'agit surtout d'une industrie qui rapporte des milliards de profits, grâce au travail de nombreuses « petites mains » et à l'exploitation de très jeunes gens.

En octobre dernier, des jeunes filles ont ainsi été recrutées pour la Fashion week de Paris dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya, qui accueille notamment des

Sud-Soudanais fuyant les exactions. Elles ont passé des castings, mais faute de contrat avec une marque, ont ensuite été renvoyées au Kenya. Elles ont ensuite découvert qu'elles n'avaient touché aucune paye et qu'elles étaient en plus endettées. Les agences, qui avancent les frais de voyage et d'hébergement, exigent ensuite leur remboursement, jusque dans des camps de réfugiés!

Avec ou sans strass et paillettes, la réalité de l'exploitation et de l'impérialisme reste abjecte.

J. S.



Safran – Gennevilliers : le mouvement pour les 200 euros continue

Le mécontentement sur les salaires se manifeste toujours à Safran Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine. Il a même franchi un cran.

Plusieurs rassemblements du groupe d'aéronautique civile et militaire avaient déjà eu lieu dans le cadre syndical ces dernières semaines, l'un à Corbeil le 2 février, réunissant environ 700 travailleurs des différents sites (Gennevilliers, Villaroche, Saint-Quentin-en-Yvelines), l'autre le 14 février devant le siège parisien de Safran SA, plus large et agrégeant quelques délégations de sites Safran plus éloignés, tel celui de Châtellerauld.

L'intersyndicale, qui organise ces rassemblements dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, fixe bien les limites de la mobilisation : faire pression sur la direction pour que les négociateurs puissent grappiller quelques miettes. Les syndicats mettent en avant le « relèvement du cadrage

NAO 2024 au niveau de l'an dernier ». Mais bien des travailleurs comprennent que 1,6%, comme le propose la direction, et même « recadré » par les syndicats, cela ne fait au bout du compte que pas grand-chose. Entretemps l'idée d'une revendication uniforme pour tous a aussi fait son chemin.

La mobilisation a pris un autre caractère à l'usine Safran de Gennevilliers. Dans le secteur dit du Pavé Forge, environ 150 travailleurs se sont mobilisés depuis une dizaine de jours en débrayage ou en grève reconductible. Ils ont beaucoup circulé dans l'usine pour entraîner d'autres secteurs, comme celui de la Fonderie ou de la Mécanique. Quelques travailleurs de ces secteurs les ont rejoints.

Ce qui les a particulièrement indignés est

l'interview accordée à BFM par Andriès, le directeur général de Safran. Dans une vidéo, qui a beaucoup circulé dans l'usine, il se vante des bons résultats de Safran, des carnets de commandes qui débordent, de la presse financière qui salue « ses performances de haute volée ». Qui plus est, une information s'est répandue comme une traînée de poudre, selon laquelle le montant de sa rémunération s'élève à 6000 euros par jour !

Beaucoup de travailleurs en lutte ne voulaient pas d'augmentation en pourcentage. « On a fait nos calculs. Avec des meilleurs résultats, on n'arrive même pas à ce qu'avait proposé la direction l'an dernier. Il nous faut 200 euros net ! » C'est ainsi que la revendication des 200 euros net a été progressivement mise en avant par cette minorité active.

Le jeudi 22 février, à



Lors de la rencontre, à Saint-Quentin.

l'initiative de la fraction la plus combative, environ 80 grévistes se sont rendus à l'usine Safran de Saint-Quentin-en-Yvelines pour rencontrer les travailleurs. Ils ont été chaleureusement accueillis par 60 camarades de l'équipe du matin du site, qui avaient tourné dans les ateliers et dans les bureaux avec des prises de parole et des slogans, dont le plus repris était « On veut du pognon, sinon pas de livraisons ! »

Ensuite, tout le monde s'est retrouvé sur le parking où ceux de Saint-Quentin avaient prévu un barbecue. Des prises de parole ont eu lieu et la revendication des

200 euros net pour tous a été acclamée.

Lundi 26 février, lors d'une assemblée générale à environ une cinquantaine, les grévistes de Gennevilliers décidaient de poursuivre le mouvement, en participant à des débrayages. La revendication de 200 euros net pour tous était votée à l'unanimité. Il reste à la défendre auprès des autres travailleurs de l'usine et à préparer les futures étapes de la mobilisation, avec en particulier la journée du 5 mars, d'ores et déjà programmée par l'intersyndicale.

Correspondant LO

Lacoste Solodi – Troyes : “On a appris plus qu’eux”



Lundi 19 février, la direction de Solodi (Lacoste), qui se disait jusque-là inflexible, a lâché une prime de 750 à 1 000 euros, en plusieurs fois, aux grévistes de l'entrepôt de Buchères, près de Troyes, qui réclamaient une augmentation mensuelle de salaire de 175 euros.

Même si cela ne représente pas une augmentation de salaire, ces primes n'auraient pas pu être obtenues sans la mobilisation face à Lacoste, dont le président, Thierry Guibert, annonce vouloir atteindre les 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires à l'horizon 2026.

Pendant huit jours, la majorité des 220 travailleurs en CDI ont fait grève. Certains en permanence, d'autres y ont participé à tour de rôle, en s'inscrivant

sur un planning. Laisant libres les deux entrées du personnel, un piquet de grève a empêché tout camion d'entrer ou de sortir du site. Il est devenu le point de ralliement de la mobilisation, jour, nuit et week-end compris. Là, les grévistes ont pu se restaurer à l'abri d'une tente ou autour d'un feu de bois, discuter des fins de mois difficiles, des conditions de travail déplorable, des heures supplémentaires imposées, des

tentatives d'intimidation de la direction, accueillir les intérimaires et tous les militants et travailleurs qui venaient les soutenir.

Aucune marchandise n'est entrée ni sortie. Le site Internet de la boutique Lacoste a même annoncé : « Nos délais de livraison sont susceptibles d'être allongés à huit jours maximum. » Car Buchères est l'unique site d'Europe où transitent les colis du e-commerce et de l'approvisionnement des magasins.

La direction a essayé par tous les moyens de briser le mouvement. Dès le lundi 12 février, elle dépêchait un huissier pour prendre des photos des camions

empêchés d'accéder au site. Elle tentait d'isoler les grévistes en menaçant les intérimaires d'être blacklistés s'ils passaient au piquet. Mercredi 14, elle annonçait accepter d'ouvrir les négociations, à condition que le piquet soit levé. Le lendemain, elle convoquait des groupes d'une dizaine de salariés pour tenter de les diviser, de les dresser contre les délégués, elle devait rapidement renoncer à sa manœuvre.

Vendredi 16 février, une brochette de responsables Lacoste Monde, Europe, France, et le directeur du site organisaient deux réunions, l'une pour l'équipe du matin et l'autre celle de l'après-midi. Ces grands responsables y ont prétendu, tableau à l'appui, faire un effort pour les plus petits salaires, mais au détriment de ceux de la maîtrise, toujours dans le cadre d'une enveloppe de 3%. Agressifs, ils refusaient de répondre à toutes les questions posées, remballant vertement tout

intervenant et, déclarant avec mépris que l'augmentation des plus bas salaires permettra « de payer des études à vos enfants et d'aller au restaurant », la direction achevait d'exaspérer tout le monde.

Lundi 19 février, consultés sur cette base par Internet, les grévistes décidaient dans l'après-midi, à une grande majorité, de poursuivre le mouvement. Plus tard dans la journée, suite à une ultime négociation avec l'intersyndicale, la direction ajoutant des primes à ces 3% prévus et menaçant d'engager une procédure en référé, quelques salariés étaient consultés sur place, et dans la soirée la grève prenait fin.

Les manœuvres de la direction ont choqué mais aussi fait réfléchir les travailleurs qui ont constaté : « La direction, elle, est préparée aux conflits » mais, cette fois, « nous, on a appris plus qu'eux ».

Correspondant LO

Hôpitaux: une situation financière aggravée

Depuis maintenant une bonne dizaine d'années, le secteur hospitalier et en particulier les grands hôpitaux qui drainent les malades de toute une région, souffrent d'une maladie qui s'appelle la financiarisation.

Des groupes capitalistes ont mis la main sur les activités rentables des hôpitaux. Ainsi, un certain nombre de secteurs sont partiellement sortis de la sphère publique pour devenir des hôpitaux privés.

On pouvait presque penser qu'avec l'épisode du Covid et les subventions étatiques, ce mouvement aurait été ralenti. Mais les chiffres montrent l'importance de la dette que tous ces hôpitaux ont contractée: celle de l'ensemble des CHU du pays a triplé en une année, passant de

400 millions à 1,2 milliard d'euros en 2023. Ensuite, la croissance du secteur privé, en nombre d'établissements et en part d'activités, montrent un mouvement qui s'est amplifié. Selon la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), sur l'ensemble du pays, les établissements privés ont vu leur situation financière s'améliorer: les recettes atteignent 19 milliards en 2021, soit une hausse de 7,5% par rapport à 2020. Leur bénéfice continue sa

progression, pour atteindre 5,4% alors qu'il était de 3,4% avant le Covid. C'est le niveau le plus élevé depuis 2006.

Cette évolution s'est faite, bien entendu, avec la participation active des Agences régionales de santé, elles-mêmes sous contrôle du gouvernement, voire avec leur complicité. Selon la Cour des comptes, ces ARS ont sélectionné pour la période 2021-2029, des projets d'investissements surdimensionnés pour un montant de 27,2 milliards d'euros « qui pourraient se traduire par une nouvelle dérive de l'endettement des hôpitaux publics ».

À cela s'ajoute la difficulté de recrutement du

CHU Toulouse: psychiatrie à l'abandon

Au CHU de Toulouse, les Urgences psychiatriques ont récemment fait la une de l'actualité: après un viol et une agression sexuelle, c'est ensuite un patient qui a mis fin à ses jours après être resté dix jours sur un brancard dans un bureau de consultation.

Cette situation dramatique ne doit rien au hasard, et est dénoncée depuis des années par les hospitaliers. Aux Urgences psychiatriques, les malades attendent sur des brancards, dans des locaux inadaptés, parfois pendant plusieurs jours, faute de lits d'aval permettant de les hospitaliser dans des structures spécialisées. Les consultations sont saturées. Les conditions de travail sont telles que, le jour de la récente visite du ministre de la Santé, la moitié des agents étaient en arrêt maladie.

Depuis le début de l'année, les soignants de psychiatrie se sont mobilisés à plusieurs reprises pour réclamer plus de moyens et de personnel alors qu'il manque 19 postes d'aides-soignants et 19 postes d'infirmières, sans aucune réponse des directions du CHU et de l'ARS. Maintenant, celles-ci promettent la réouverture de quelques lits et une campagne de recrutement, une goutte d'eau. Le nouveau

ministre délégué à la Santé, Frédéric Valletoux, qui s'est déplacé pour l'occasion, a promis... une enquête de l'IGAS! Lors de sa visite, lui qui a été président de la Fédération hospitalière de France de 2011 à 2022, a déclaré découvrir la situation, et n'avoir « jamais vu cela ». Au bal des hypocrites, il dirige l'orchestre.

Pourtant la Haute-Garonne est bien dotée en établissements psychiatriques. Avec 75% des lits dans le privé, les grands groupes comme Orpea ou Ramsay

ont mis la main sur la psychiatrie privée pour leur plus grand profit. Et si le secteur privé n'est pas soumis aux mêmes obligations de soins et d'hospitalisations, c'est le secteur public qui doit accueillir les malades les plus difficiles.

La psychiatrie publique est le parent pauvre de l'hôpital, déjà bien mal en point: 5 000 lits d'hospitalisation ont été supprimés entre 2008 et 2019. Comme l'a écrit le bulletin Lutte ouvrière diffusé sur l'hôpital: « Pour que les moyens nécessaires soient débloqués, en psychiatrie comme ailleurs, il vaut mieux compter sur la mobilisation [du personnel] que sur les promesses gouvernementales. »

Correspondant LO



personnel hospitalier, bien plus importante dans les hôpitaux publics que dans ceux du privé car les administrations publiques bloquent de fait les embauches. Il n'y a plus personne pour faire le travail, des lits voire des services entiers sont fermés, des blocs opératoires tournent au ralenti et comme l'a dit récemment un grand pont hospitalier, voyant ses salles d'intervention dernier cri vides faute d'infirmiers de bloc et d'anesthésistes: « On a une Formule 1, mais avec le réservoir d'une R5. » La baisse d'activités qui en résulte est notable,

ce qui entraîne à son tour une diminution des rentrées d'argent et contraint les hôpitaux à recourir toujours plus aux emprunts, aggravant du même coup, la mainmise des financiers sur leurs budgets. Depuis mars 2020, trois millions d'hospitalisations n'ont pas pu avoir lieu.

La population a de moins en moins accès aux soins dans le secteur public, ce dont profitent les grands groupes privés de la santé, comme Ramsay, le numéro un en France qui possède désormais plus de 200 établissements en France.

Correspondant LO

Stellantis: le PDG est riche, les actionnaires encore plus

La rémunération totale de Carlos Tavares, le PDG de Stellantis, trust automobile issu du mariage entre PSA et Fiat-Chrysler s'est élevée à 36,5 millions d'euros, pour l'année 2023. Soit 100 000 euros par jour, samedis, dimanches et jours fériés compris!

Il y a dix ans, lorsque Tavares a pris la direction du groupe PSA, son salaire était déjà de 7 000 euros par jour. Aujourd'hui, il est donc multiplié par 15. Quel est le travailleur qui peut se vanter d'avoir vu sa rémunération ainsi multipliée en dix ans?

Mais Tavares n'est que PDG. Alors, sa rémunération en dit long sur la richesse des actionnaires qui peuvent se payer un serviteur aussi cher. Effectivement, quand on ne s'arrête pas au salaire du PDG, on découvre que ses employeurs, les actionnaires de Stellantis, principalement les familles Peugeot et Agnelli ont perçu pour 2023 la somme de 6,6 milliards d'euros de dividendes, sur les 18,6 milliards d'euros de bénéfices

du groupe. Cela représente 18,3 millions d'euros par jour à se partager entre parasites. Ces milliards proviennent directement de l'exploitation des 270 000 travailleurs que compte le groupe à travers le monde. Ces deux familles de capitalistes empochent chaque jour, sans même avoir besoin de s'asseoir à leur bureau, l'équivalent du salaire journalier de 206 000 travailleurs payés au smic! Et ce sont les mêmes capitalistes riches à milliards qui font dire par la bouche de Tavares que les salaires des travailleurs coûtent toujours trop cher.

Ce sont 206 000 raisons de leur faire ravalier leur soif de profits!

Correspondant LO

Fret ferroviaire : **militarisation croissante**

Alors qu'il a été largement délaissé sur le plan civil, le fret ferroviaire est aujourd'hui considéré comme stratégique dans la préparation d'une guerre sur le territoire européen.

Ainsi, le 24 janvier, la Commission européenne a annoncé le versement d'une nouvelle aide de 807 millions d'euros pour financer 38 projets de « mobilités militaires », notamment la rénovation d'installations ferroviaires dans dix pays de l'Union européenne.

En France, une grande partie des triages et des gares de fret ont été fermés depuis quarante ans et Fret SNCF est en cours de liquidation. Mais la SNCF vient de recevoir de la Commission européenne une subvention de 54,3 millions d'euros pour rénover quatre gares de triage à usage civil et militaire. 75 % des fournitures militaires françaises sur le flanc est de l'OTAN, en Pologne et en Roumanie, partent déjà par voie ferrée. Le nombre de trains militaires est passé de 300, essentiellement sur le territoire national, à plus de 500, principalement internationaux.

Dans une audition à l'Assemblée nationale en novembre 2023, le général Poulette, responsable de l'acheminement des troupes et du matériel, expliquait : « À très court terme, le

soutien à l'Est passe par la voie ferrée, mais nous travaillons aussi, au sein des armées et au niveau interministériel, sur l'hypothèse d'un engagement majeur. La guerre en Europe n'est plus en effet le souvenir de vieillards mais quelque chose de concret qui, nous le savons tous, pourrait advenir très vite. Or aujourd'hui, il nous serait très difficile, sans la voie ferrée, de mobiliser les armées françaises pour un conflit majeur. La voie ferrée, qui nous apporte la capacité de déplacer en masse du matériel et du personnel, est donc regardée avec attention par les logisticiens interarmées, par ceux de l'armée de terre, et par les chefs des armées. »

D'ores et déjà, l'armée a obtenu de la SNCF la priorité dans ses acheminements. Le lieutenant-colonel Lamaty, commissaire militaire aux chemins de fer, regrettait par exemple qu'au déclenchement du conflit à Gaza, un train Vannes-Toulon destiné au transport de deux régiments n'ait pas pu être formé dans les temps.

Une convention « des transports ferroviaires urgents » a donc été signée



JÉRÔME SALLES AP SIPA

entre l'armée et le ministère des Transports qui permet d'imposer un acheminement dans les 72 à 120 heures, malgré des contraintes hors normes : un train de chars Leclerc, par exemple, ne peut pas croiser un autre train en raison de sa largeur. L'armée a aussi imposé l'ajout d'une voiture-voyageurs pour un accompagnement militaire.

Si les rames de voyageurs sont souvent hors d'âge, l'armée en revanche dispose d'un matériel sophistiqué avec 500 wagons dont 200 sont surbaissés pour permettre le chargement des nouveaux véhicules blindés. Cent cinquante autres ont été spécialement conçus

pour le transport des chars Leclerc, et 100 pour les conteneurs. Fret SNCF fournit aussi 220 wagons plats, et l'armée va s'équiper de 250 nouveaux wagons polyvalents.

Dans le transport ferroviaire comme dans l'ensemble de la vie sociale, la bourgeoisie prépare méthodiquement la grande boucherie. Il faut l'arrêter!

Christian Bernac

SNCF – Paris Austerlitz : tout va de traverses

Dans la gare souterraine de Paris-Austerlitz, les voies (traverses, rails, ballast) viennent d'être remplacées. Depuis, une odeur nauséabonde envahit la gare. En effet la SNCF n'a pas trouvé mieux que de mettre des traverses en bois, alors qu'une alternative en béton existe.

Or le bois est traité avec des produits chimiques très dangereux comme le cyanure. Tout le monde, les cheminots comme les usagers du RER C, s'empoisonne donc un peu chaque jour. La SNCF veut vraiment montrer que sa politique est irrespirable!

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

À propos de l’Affiche rouge : le PCF, de Lénine à Macron

Au-delà de l’opération politique qu’elle a constituée pour Macron, la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian, au nom de leurs 22 camarades, communistes et étrangers pour la plupart, exécutés par les nazis en 1944, a remis en lumière la triste évolution du PCF.

Le parti fondé en 1920 dans le sillage de la révolution russe est passé de l’internationalisme à l’union nationale, des proclamations révolutionnaires des années 1920 à la défense de l’Empire français en 1945 et au plat conformisme patriotique d’aujourd’hui. Comme toute l’Internationale communiste, le Parti communiste s’était formé en France en reprenant le mot d’ordre de Karl Liebknecht durant la guerre de 1914-1918 : « *L’ennemi principal est dans notre propre pays.* » Mais, dans les années 1930, à l’approche d’une nouvelle guerre, le PC suivit les méandres de la politique de Staline et remplaça le programme révolutionnaire prolétarien par le simple antifascisme.

Cette politique d’alliance avec les bourgeois démocrates, au prétexte de faire l’unité contre le fascisme, comportait l’abandon de toute politique indépendante de la classe ouvrière. Elle paralysa l’action des travailleurs en Espagne comme en France en 1936, apportant finalement la défaite dans ces deux pays. Le pacte Hitler-Staline d’août 1939 contribua encore à démoraliser des militants pourchassés par la répression et dispersés par l’ordre de mobilisation. Puis, après juin 1941 et l’attaque allemande contre l’Union soviétique, le PC changea une fois de plus de politique, s’alignant derrière celle de Staline et prônant l’alliance de tous les patriotes, qu’ils soient bourgeois ou travailleurs, derrière de Gaulle et

les Alliés.

C’était renier toute la tradition communiste. La Deuxième Guerre mondiale était la poursuite de la Première, une lutte entre impérialismes pour le partage du monde. La politique de Lénine, « *transformer la guerre impérialiste en guerre civile* », restait la seule porteuse d’un débouché révolutionnaire. Quel que soit le déplacement des fronts, quels que soient les gouvernements en place, fascistes, demi-fascistes ou démocrates impérialistes, quelles que soient les alliances et leurs renversements, il fallait préparer la classe ouvrière à mettre à bas le système capitaliste fauteur de guerre et responsable du fascisme.

Pendant la Résistance, la multiplication des actions armées dans la France occupée permettait à la direction du PCF de prétendre à une place auprès de De Gaulle, mais ne risquait pas de le menacer sur le plan social. Elle permettait en outre à ce dernier de montrer à Churchill et Roosevelt qu’il disposait d’un soutien en France. Il fallait, malgré la défaite de 1940, malgré Pétain et la collaboration avec l’impérialisme allemand, si profitable au patronat français, qu’une autorité politique française se retrouve à la fin du côté des vainqueurs. Il en allait de la sauvegarde de l’Empire colonial et de la prospérité de la bourgeoisie.

Les communistes étrangers, obligatoirement clandestins, les jeunes

travailleurs juifs, souvent immigrés ou enfants d’immigrés, menacés en permanence, révoltés par l’antisémitisme d’État et cherchant comment y répondre, furent mis au service de cette politique du PC, devenu PCF en 1943. Celui-ci leur proposait des armes pour combattre les Allemands et le régime de Pétain. La direction du parti les traita d’ailleurs, eux et les autres combattants, comme un général traite ses fantassins. Manouchian, ses 22 camarades et des milliers d’autres furent ainsi envoyés consciemment à la mort.

Beaucoup gardaient pourtant leurs convictions internationalistes. Manouchian affirmait dans sa dernière lettre : « *Je n’ai aucune haine contre le peuple allemand.* » Devant le peloton d’exécution, des militants comme Timbaud criaient : « *Vive le Parti communiste allemand.* » La direction du PCF, elle, n’hésita pas à donner pour consigne « *à chacun son boche* » et à demander à ses combattants armés de multiplier les exécutions d’Allemands, au hasard des rues et des occasions, afin que « *la peur change de camp* ».

Devenu patriote, le PCF fut ainsi admis au gouvernement provisoire à Alger, puis en 1944 au gouvernement tout court à Paris. Il demanda alors aux militants de rendre leurs armes et d’entrer dans l’armée et la police d’État, effaçant rapidement les noms étrangers des listes de fusillés, demanda aux travailleurs de reconstruire le pays, le ventre creux et en oubliant leurs revendications, contribua au maintien des colonies sous la tutelle française.

C’est en 1955 que le PCF, alors dans l’opposition,



sortit Manouchian et les résistants étrangers de l’oubli où il les avait lui-même plongés. Aragon, qui ne faisait rien au hasard, publia pour cela son poème *Strophes pour se souvenir*, connu comme *l’Affiche rouge*, et le PCF se refit une beauté un peu moins cocardière. Aujourd’hui Macron, voulant se donner belle allure, peut à son tour utiliser l’image de Manouchian, avec le soutien du PCF, qui demandait depuis longtemps cette place aux côtés des « grands hommes » de la bourgeoisie française. Son secrétaire

national Roussel peut en rajouter dans l’opération politique du président. Et sans la moindre vergogne, les héritiers de Pétain dont la police arrêta Manouchian et ses camarades, les Le Pen et consorts, peuvent apporter leur pierre à cette unanimité nationale.

La tragédie de 1943-1944, c’est-à-dire le sacrifice de militants ouvriers pour cimenter l’union nationale derrière la bourgeoisie, se répète, cette fois en farce télévisée.

Paul Galois

Lisez Lutte de classe, revue de l’Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 238 (mars 2024) :

- Travailleurs des champs et travailleurs des villes, sous le joug du capital
- Quand Lactalis et les capitalistes font leur beurre sur le dos des paysans et des consommateurs
- Holdings agricoles en Ukraine : l’alliance des oligarques et des financiers occidentaux
- Gaza : un peuple massacré avec le soutien des puissances impérialistes
- Le fleuve Colorado : un désert aride transformé en une source de profits
- Une correspondance entre Lutte ouvrière et le NPA issu du V^e congrès

Prix : 3 euros-Envoi contre cinq timbres.



Inspe - Lille : l’école au gaaaarde à vous ?

L’Inspe de Lille, école destinée à former les enseignants, organise une journée d’études à destination des professeurs au mois de mars. Le lieu est une caserne militaire de Lille et le thème est le « *lien entre l’École et la Défense* », c’est-à-dire l’armée française.

Les invités seront sous le commandement du gouverneur militaire de Lille, le général Gardy, vétéran des opérations militaires en Côte d’Ivoire et en Afghanistan.

Livrer la jeunesse à l’influence de l’armée impérialiste française, voilà donc

le rôle que les responsables de l’Éducation nationale et de l’armée voudraient faire jouer aux enseignants. Heureusement ceux-ci et les jeunes ne sont pas prêts à obéir ainsi aux galonnés, le doigt sur la couture du pantalon.

Correspondant LO